



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2, Quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 28/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE ANNIC

La Mayounelle
82250 Laguëpie

Références : JCB/S2025-0064
Code AIOT : 0006806116

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement SOCIETE ANNIC implanté 1 RUE DES USINES 82250 LAGUEPIE. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est effectuée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE ANNIC
- 1 RUE DES USINES 82250 LAGUEPIE
- Code AIOT : 0006806116
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société "ANNIC SAS" est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de chaussures de sécurité. L'usine de Laguérie est spécialisée dans une partie des procédés de fabrication. Elle consiste à l'injection des semelles sur les tiges (corps de la chaussure) en provenance d'une unité de production basée au Maroc.

Outre cette activité, on retrouve sur l'entité Tarn et Garonnaise la réception et le stockage de matières premières, la réception et le stockage d'éléments intermédiaires, la conception, le design ainsi que la stockage et l'expédition de produits finis pour moitié à l'export.

La société "ANNIC", créée en 1955, a été intégrée au groupe Honeywell en 2010. Un nouveau changement de propriétaire est une éventualité à court terme. Elle compte aujourd'hui une cinquantaine de salariés pour un rythme de fabrication annuel avoisinant le million de paires de chaussures. Elle possède une gamme de produits très large lui permettant de toucher plusieurs types de marché (gamme sport, spécificité travaux publics et bâtiment...).

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.4.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article 6.5.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi visite 2019	Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.512-47	Susceptible de suites	Sans objet
2	Suivi visite 2019	Code de	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		l'environnement du 28/12/2015, article R.543-79 et R.543-81		
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2022, article Article 2.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
8	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
9	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
10	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Sans objet
11	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet
12	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection attend des actions correctives de la part de l'exploitant concernant les points relatifs à la défense incendie ainsi que les modalités de rejets d'eau générés par les condensateurs des compresseurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi visite 2019

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.512-47
Thème(s) : Produits chimiques, Equipements utilisant des fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'établissement Annic à Laguëpie dispose de 38 équipements :
 34 équipements au R410A de 0,7 kg à 7,7 kg (de 1,5 à 16,2 t eq CO₂) ;
 1 équipement au R422A de 7 kg (22 t eq CO₂) ;
 1 équipement au R407F de 15 kg (27,4 t eq CO₂) ;
 1 équipement au R407C de 1,2 kg (2,1 t eq CO₂) ;
 1 équipement au R134A de 3 kg (4,3 t eq CO₂) ;

Au regard des équipements frigorifiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg présents sur le site, la quantité cumulée de fluide est inférieure à 300 kg (119,2 kg). Les installations sont donc non classables (NC) sous la rubrique 1185-2.a (ex 4802-2-a) de la nomenclature des installations classées.

Toutefois ces installations n'apparaissent pas dans l'arrêté d'autorisation du 19/02/2013.

Lors d'une prochaine mise à jour des activités exploitées sur le site, il serait souhaitable d'informer le préfet de l'existence de ces équipements frigorifiques.

Constats :

Le site dispose de 36 équipements répartis sur l'ensemble de l'établissement. La quantité totale de fluide contenu dans l'ensemble des appareils est inférieure à 120 kg, en ce sens le site n'atteint aucun seuil de classement au titre de la rubrique 1185 de la nomenclature ICPE.
 Aucune réactualisation de la situation administrative de l'établissement sur ce point n'est à réaliser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi visite 2019

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-79 et R.543-81

Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Il y a 16 équipements au R410A de 6,3 à 16,1 t eq CO₂, 1 équipement au R422A de 22 t eq CO₂ et 1 équipement au R407F de 27,4 t eq CO₂. Ces 18 équipements doivent être contrôlés tous les ans. Les fiches d'intervention sont établies sous le CERFA 15497*2, mais que depuis 2018. Toutefois en 2018, 10 équipements sur les 18 ont un CERFA d'établi.

Il est rappelé que le CERFA 15497*2 est obligatoire depuis juillet 2016 et qu'il doit être rempli pour :

- l'assemblage de l'équipement ;
- la mise en service de l'équipement
- la modification de l'équipement
- la maintenance de l'équipement ;
- le contrôle d'étanchéité périodiquement ;
- le contrôle d'étanchéité non périodiquement ;
- le démantèlement ;

ou dans les autres cas à préciser (ex : retrofit)

Les derniers contrôles d'étanchéité de l'ensemble des équipements ont été réalisés les 06/07/2017 et 08/10/2018. La périodicité des contrôles d'étanchéité n'est donc pas respectée.

L'exploitant indique avoir mis en place, en 2019, un suivi des contrôles d'étanchéité.

Il a, par ailleurs, été constaté que la date sur certaines vignettes bleues n'était pas correcte.

Il est demandé, à l'exploitant :

- de s'assurer que la périodicité des contrôles d'étanchéité soit bien respectée ;
- de donner la quantité des fuites accidentelles sur 2018 ;
- De mettre en place un suivi des fuites accidentelles ;
- de veiller à ce que les CERFA 15497*2 soient établis notamment - - - pour les équipements ayant un contrôle d'étanchéité obligatoire et - - pour les cas cités au-dessus ;
- de mettre en place un archivage de ces CERFA ;
- de vérifier que la date sur les vignettes bleues est celle de la date limite de validité du contrôle d'étanchéité (et non pas celle du dernier contrôle).

Constats :

Les équipements sont identiques à l'inventaire réalisé lors de la dernière inspection. Tous les appareils ont fait l'objet d'une visite périodique incluant un contrôle d'étanchéité par un organisme habilité (Etbs Delzescaux Froid à Caussade) en juillet 2024. Par sondage, plusieurs "Cerfa 15497*03" sont examinés en séance. Ces documents n'appellent aucune observation particulière. Aucune détection de fuite n'a été relevée lors de ces opérations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan des réseaux d'alimentation et de collecte de ses effluents.

Ce plan, daté et régulièrement remis à jour, doit faire apparaître les secteurs collectés, les points

de branchement, postes de relevage, postes de mesure, les points de rejet notamment dans le réseau communal.
<p>Constats :</p> <p>Un plan des réseaux mis à jour le 4 juillet 2022 est présenté en séance. Ce document fait apparaître l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2-2-2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2013 autorisant le site.</p> <p>Des vannes antiretour sont mises en place sur l'ensemble des arrivées d'alimentation en eau ainsi que sur les RIA.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents et traitement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux usées des postes sanitaires (eaux vannes) sont rejetées au réseau d'assainissement communal.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes avant le 30 septembre 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les eaux pluviales de « voiries véhicules » et aire de chargement/déchargement sont collectées et traitées par déboueurs-déshuileurs avant rejet au réseau pluvial ; - les eaux pluviales de « voiries piétons » et eaux de toitures sont collectées par un réseau spécifique et rejetées au réseau pluvial communal.
<p>Constats :</p> <p>Aucune évolution n'est relevée depuis la visite de juin 2022.</p> <p>Concernant les eaux de process, l'établissement génère des effluents issus des condensateurs des compresseurs qui sont déversés dans le réseau communal et dirigés vers la Station d'épuration.</p> <p>Une convention de rejet est présentée en séance. Ce document, rédigé par la communauté des communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron en date du 02/03/2021, autorise la société "ANNIC" au déversement sur la station d'épuration de Laguëpie des eaux usées autres que domestiques. En ce sens, il est offert la possibilité de diriger des eaux industrielles vers ces installations. Toutefois, cette convention fixe des seuils de qualité à respecter sur plusieurs paramètres et notamment les HCT pour une valeur < à 10 mg/l.</p> <p>La dernière campagne de contrôle de la qualité des eaux de rejet, dont la fréquence est réglementairement imposée tous les 5 ans, a été effectuée en mars 2022. Cette intervention porte sur l'ensemble des points de rejets ainsi que sur les caractéristiques des eaux du condensateur. Il est noté une valeur en HCT > 10 mg/l qui correspond à la valeur seuil reportée sur la convention passée avec la communauté des communes.</p>

En conséquence, ce point nécessite une action corrective.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer de la conformité de ses effluents avant rejet vers la STEP communale. A défaut, et notamment concernant les eaux issus des condensateurs des compresseurs, il dirige lesdits effluents vers une filière de traitement ou élimination adaptée. Ces eaux seront considérées comme déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2022, article Article 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Opérations de nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le nettoyage des moules est effectué de manière sèche. Les déchets solides générés par le nettoyage sont éliminés conformément au titre 5 du présent arrêté. Les opérations de nettoyage à l'eau sous haute-pression des différents équipements et matériaux de production (environ 1 m3/mois) se déroulent sur une aire étanche et aménagée pour la collecte des effluents. Elle est dotée de 2 bacs étanches de 1 m ³ implantés en fosse bétonnée et vidés régulièrement. Les effluents collectés sont éliminés en tant que déchets dangereux conformément au titre 5 du présent arrêté.
Constats : Les eaux du nettoyeur à haute pression, après récupération en fosse, sont stockées en cubitainers de 1 m3 en attente d'enlèvement. Une évacuation est effectuée lorsque la quantité d'eau de lavage atteint les 5 m3 en stockage. Le dernier enlèvement a eu lieu le 23 octobre 2024 pour une quantité estimée à réception à 5 tonnes. L'examen de l'application "Trackdéchets" identifie les différentes étapes de prise en charge du déchet jusqu'à son traitement final.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Une mesure de concentration des polluants rejetés dans les effluents est effectuée par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement selon la fréquence ci-dessous : Aux issues des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures : teneurs en hydrocarbures totaux Ces mesures sont effectuées sur un échantillon moyen journalier des effluents rejetés représentatif du fonctionnement des installations. Cet échantillon est constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins 2 prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p>
Constats : <p>Les eaux des condensateurs sont reversées dans le réseau urbain des eaux usées. Comme abordé au point 4 du présent rapport, ces effluents ne peuvent être dirigés vers la STEP qu'à la condition qu'elles respectent les seuils fixés dans la convention signée avec le gestionnaire. Le dernier rapport d'analyse démontre que les valeurs limites de qualité ne sont pas respectées.</p> <p>L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires permettant de respecter les normes de rejet fixées par son arrêté préfectoral en ce qui concerne les eaux des condensateurs de ses compresseurs. A défaut, il élimine ces effluents via une filière adaptée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires permettant de respecter les normes de rejet fixées par son arrêté préfectoral en ce qui concerne les eaux des condensateurs de ses compresseurs. A défaut, il élimine ces effluents via une filière adaptée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article 6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le site est protégé par les poteaux incendie suivants: - 2 poteaux de débits de 60 et 93 m3/h à l'entrée du site au Sud-est et à 200 m au Nord-ouest; - 1 poteau de débit supérieur à 60 m3/h localisé au nord-est alimenté par le château d'eau municipal de 400 m3
Constats : Un calcul de besoin en eau a été réalisé et joint au dossier de demande d'autorisation. La quantité estimée est fixée à 339 m3/h soit environ 680 m3 pour 2 heures. Le site peut recourir à l'utilisation 4 poteaux incendie qui ont fait l'objet de mesures de débit en février 2023. il ressort des ces investigations les valeurs suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • Poteau incendie Nord-est du site 71 m3/h; • Poteur incendie entrée du site 34 m3/h; • Un nouvel ouvrage situé également en partie Nord-Est du site 39 m3/h; • Une borne alimentée par le château estimée à 60 m3/h (stockage château d'eau 400m3). En vertu de ces éléments, Il apparait une incertitude sur la suffisance des moyens en eau d'extinction. De plus, les mesures de débit des différents ouvrages n'ont pas été effectuées en fonctionnement simultané. Concernant la rétention des eaux d'incendie, la capacité calculée et mise en place sur le site, par le biais de la création d'un bassin auquel s'ajoute la présence de batardeaux asservis à l'alarme incendie conférant un caractère rétenteur à l'ensemble du bâtiment de production, est quantifiée à plus de 1000 m3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit démontrer la suffisance des moyens d'extinction utilisables par son établissement de nature à circonscrire un événement accidentel majorant. Les moyens à disposition doivent permettre a minima de répondre aux besoins calculés au sein du dossier d'autorisation (Calcul D9).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries

<p>soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une liste des appareils à pression présents sur le site est fournie en séance. Ce document, sous forme informatique, mentionne les échéances réglementaires de ces équipements. Seuls deux appareils sont soumis à la réglementation des appareils à pression.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les comptes rendus des inspections périodiques des deux appareils concernés sont à disposition sur site. La dernière intervention a été effectuée par l'organisme "APAVE" le 11 août 2023. La vérification des appareils identifiés comme suit a été réalisée:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réservoir 350 litres, n°de série 6390, fabriqué en 2009 par la société CSC;

- Réservoir 1500 litres, n°de série 129.062 fabriqué en 1968 par la société "Chaudronnerie Industrielle MARTRES".

Les documents liés à ce contrôle attestent du bon état des équipements pouvant être maintenus en service en vertu de l'article L.557-28 du code de l'environnement.

La périodicité de contrôle étant de 4 ans, la prochaine intervention devra être effectuée avant le 11/18/2027.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Les périodicités de réalisation des inspections périodiques est fixées en accord avec les termes réglementaires à 4 ans. Cette fréquence n'appelle aucune observation particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Les attestations de requalification des appareils présents sur l'établissement sont à disposition sur site. Les inspections, des cuves et leurs appareillages, ont été réalisées par l'organisme "APAVE" le 7 août 2019. La requalification périodique a été prononcée pour une durée de 10 ans pour les équipements suivants:

- Réservoir acier d'un volume de 1500 litres, année de fabrication 1968, fabricant "Chaudronnerie industrielle MARTRE", n° de série 129.062;
- Réservoir acier d'un volume de 350 litres, année de fabrication 2009, fabricant "CSC-ITALIE", n°de série 6390.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.

Constats :

Les appareils présents sur site et vérifiés le jour de l'inspection disposent d'une plaque d'identification comportant les éléments réglementaires nécessaires et poinçonnés selon les obligations applicables.

Type de suites proposées : Sans suite